L'ABEILLE DE LA N. ORLEANS.

[illegible], No 63, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS

[illegible] MATIN, 9 JUILLET.

Compagnie d'Assurance Germania, de la Nouvelle-Orléans.

[illegible] ETAT ANNUEL.

Conformément à la Charte, la Compagnie [illegible]

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

(Signé:) D. MICHEL, Président.
E. MAIER, Secrétaire.

Assermenté et signé, pardevant moi, ce 11 avril A. D. 1868.

(Signé:) PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix de la Paroisse d'Orléans.

Le 9 du courant, à une réunion des Directeurs, il a été résolu qu'un dividende de $10 par action est déclaré et sera porté au crédit des billets d'actions non encore payés.

D. MICHEL, Président.
G. T. [illegible], Vice-Président.
E. MAIER, Secrétaire.

—DIRECTEURS—

[illegible]

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Louisiane.

[illegible] ETAT ANNUEL.

Conformément à sa Charte, la Compagnie publie l'état suivant de ses affaires:

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte des livres de la Compagnie.

CHAS. BRIGGS, Président.

J. P. ROUX, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi, ce 23 mars 1868. PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

[illegible]

—Directeurs.—

Charles Briggs, Ant. Carrière, Geo. A. Fosdick, B. Bruder, Chas. Lafitte, John S. Maunsell, [illegible] Anderson, Alfred Kearny, [illegible], A. D. Montgomery, [illegible] Wm. Stevens, [illegible]

Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Nlle-Orléans.

[illegible] ETAT ANNUEL.

Primes de l'année expirée le 31 décembre 1867:

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

J. TUYES, Président.

J. W. HINCKS, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé pardevant moi ce 11 janvier 1868. PAUL W. COLLENS, Troisième Juge de Paix.

Les Directeurs ont déclaré un dividende-scrip de trente pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende pour lequel il sera émis des certificats à partir du deuxième lundi de mars. [illegible]

—DIRECTEURS—

George Urquhart, A. Rochereau, G. W. Babcock, T. S. Blanchard, Wm. Stevens, J. A. White, Chs. Lafitte, J. M. Lapeyre, A. Schreiber, John Genois, W. T. Williams, J. Tuyes.

Bureau, rue du Canal, No 111.

CHARLES E. ALTER vs FRANÇOIS CASANAVE.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans.—No 26,[illegible].—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le LUNDI vingt-sept de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Huit certains terrains situés dans le Troisième District de cette ville, désignés par les numéros dix-neuf à vingt-six inclusivement de l'îlet [illegible] [illegible]

[illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

[illegible]

HAMILTON A. BEARDSLEY vs STARLING BLAKESLEY.

QUATRIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 2[illegible].—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai [illegible] à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit: [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

1er juil—1 [illegible]

ANNONCES PARISIENNES Publiées par M. H. GAILLARDET, No 21, rue TREVISE, PARIS.

COLLIERS BOYER ELECTRO-MAGNETIQUES, Dits COLLIERS ANODINS DE DENTITION, approuvés par l'Académie de Médecine de Paris, contre les convulsions, et pour faciliter la dentition des enfants. Le prix varie depuis 4 fr. jusqu'à 20 fr. —Dépôt général [illegible] toutes les bonnes pharmacies de l'étranger. —A New-York, chez M. Milhau et Cie, Broadway, Nlle-Orléans, MM. Maunsell et Bogel, rue de Chartres. Havane, Sarra et Cie, Fernandez et Cie; Le Révérend, J. Reyes, Matanzas, Genouilles, Santiago, Julio Trénard.

ETABLISSEMENT THERMAL DE

VICHY

(PROPRIÉTÉ DE L'ÉTAT)

ADMINISTRATION: PARIS, 22, BOULEVARD MONTMARTRE

Sources: Grande-Grillé, Célestins, Hôpital, Hauterive.

Utilité des Eaux de Vichy.

L'usage des Eaux minérales naturelles de Vichy est devenu presque général. L'action bienfaisante de ces Eaux se manifeste non-seulement dans les affections concernant les organes digestifs, mais dans toutes les maladies chroniques des organes abdominaux. Ces Eaux peuvent figurer aussi sur la table des personnes bien portantes, leur usage évitant souvent les malaises qui viennent après le repas. — C'est ce qui explique l'usage de ces Eaux minérales se propageant chez toutes les nations civilisées.

VICHY CHEZ SOI

Tout le monde ne peut se rendre à Vichy; la distance et la dépense sont autant d'obstacles. Aujourd'hui on peut au moyen des SELS NATURELS EXTRAITS DES EAUX SOUS LE CONTROLE DE L'ETAT, et de l'Eau minérale en boisson, suivre chez soi un traitement presque semblable à celui de l'Etablissement thermal. — UN ROULEAU POUR UN BAIN. — Ces Sels n'oxident pas les baignoires.

Dépôts: A la Nouvelle-Orléans, CHURCH & DRUILHET, 133, Gravier St. MANSUEL et BOGEL et DUCONGÉ, droguistes — A New-York, BOUCHI [illegible], 37, Beaver St., MM. JOHN MILHAU et Cie., Broadway, E. FOUGERA, 30, North William St.

OPPRESSIONS Toux, Rhumes ASTHMES NEVRALGIES Catarrhes.

La fumée étant ASPIRÉE pénètre dans la poitrine, calme le Système nerveux, facilite l'expectoration et favorise les fonctions Respiratoires. —Tuyaux les pharm. 1 fr. la Bo[illegible] PARIS, J. ESPIC, 6, rue d'Amsterdam. Exiger cette Griffe et signature sur chaque Cigarette.

Chez M. DUCONGÉ, droguiste, et M. MAUNSELL & Co, No 2 rue de Chartres.

EAU DES CARMES DECHAUSSÉS

LA SEULE VERITABLE EAU DE MELISSE DES CARMES

Rue de la Harpe, 53, à Paris. De E. BOYER, seul Diplômé, Rue de la Harpe, 53, à Paris.

Conseillée et prescrite par la Faculté de Médecine et de Pharmacie contre les vapeurs, vertiges, étourdissements et autres signes précurseurs de l'apoplexie, dont elle triomphe infailliblement si, dès les premières atteintes du mal, elle est administrée à la dose d'une cuillerée à bouche dans un verre d'eau ou en frictions aux tempes et en affections. Son emploi n'est pas moins efficace contre le mal de mer, le choléra asiatique et la fièvre jaune. — Dépôts à New-York, chez M. J. Milhau et Cie.; à la Nlle-Orléans, chez MM. Maunsell et Bogel, et chez M. Ducongé, droguistes.

INJECTION BROU

HYGIENIQUE INFAILLIBLE ET PRESERVATRICE. La seule guérissant sans rien lui adjoindre. Se trouve dans les principales phar. de l'univers. A PARIS, chez l'inventeur BROU, rue Lafayette, 123 et boulevard Magenta.

Médaille d'OR à Prix de 16,600 fr.

QUINA LAROCHE Ferrugineux

BIEN SUPÉRIEUR AUX VINS ET SIROPS.

Cet ELIXIR TONIQUE et FÉBRIFUGE contient sous un petit volume la réunion complète des principes des trois quinquinas. Ni trop vineux, ni trop sucré, il est d'un goût agréable, qu'efficace, convient aux natures délicates ou affaiblies; il modifie très-vite l'anémie, la chlorose, les gastralgies, dyspepsie, épuisement, manque d'appétit, et toutes les affections fébriles.

QUINA LAROCHE iodé; dito ferrugineux

DEPOT A PARIS, 15, rue Drouot.

Nlle-Orléans, chez M. SCHWAB, pharmacien, rue de Chartres, 127, 129; chez MM. MAUNSELL et BOGEL, rue Magazine; chez M. DUCONGÉ, droguiste, et dans toutes les pharmacies.

EAU DES FEES préparée selon la formule DU DOCTEUR MOREL.

Cette Eau ramène la chevelure à sa couleur première, aussi souple que pleine de vie. Rien à craindre dans l'emploi de cette Eau vraiment parfaite et si justement appelée: EAU DES FÉES.

Lisez: La Chevelure dans la Poésie, l'Histoire et le Roman, à la ville et au théâtre, par MADAME SARAH FELIX Propriétaire de l'Eau des Fées. Entrepôt général 43, rue Richer. A la Nlle-Orléans—Chez M. Ducongé, droguiste.

Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Bureau de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun.

Nlle-Orléans, 22 janvier 1868.

DOUZIEME ETAT ANNUEL de la Compagnie d'Assurance Mutuelle du Sun, de la Nlle-Orléans, pour l'Année expirée le 31 décembre 1867.

Montant de primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867, savoir:

Sur les risques d'incendie ... $166,471 [illegible]
Sur les risques de mer ... [illegible]
Sur les risques de rivière ... [illegible]

[illegible]

Le tableau qui précède est une copie exacte tirée des livres de la Compagnie.

THOMAS SLOO, Président.
Thos. ANDERSON, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE.

Paroisse d'Orléans, ville de la Nouvelle-Orléans. Assermenté et signé par devant moi, ce 22 janvier 1868. PARIS CHILDRESS, Deuxième Juge-de-Paix de la Paroisse d'Orléans.

Les Directeurs ont résolu de payer, à partir du deuxième mardi de février prochain, six pour cent d'intérêt sur les certificats de payements non encore gagnés. Ils ont, en outre déclaré un dividende-scrip de trente-cinq pour cent sur le montant net des primes pour l'année expirée le 31 décembre 1867—dividende sur lequel il sera émis des certificats à partir du 16 mars prochain.

THOMAS SLOO, Président,
JOHN G. GAINES, Vice-Président.
THOS. ANDERSON, Secrétaire.

DIRECTEURS:

Jno. G. Gaines, Henry Renshaw, H. T. Lonsdale, S. Steece, J. C. Baroll, Thos. A. James, B. J. Hart, Jno. C. Richs, J. H. Stauffer, J. S. Bres, Thos. Sloo.

THEOPHILE COLLAIN vs JACOB ZOLLY.

QUATRIEME COUR de District de la Nlle-Orléans.—No 21,7[illegible].—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-cinq de juillet 1868, à midi à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

Deux certains terrains situés dans le Premier District de cette ville, et désignés par les numéros trois et quatre, dans l'îlet compris entre les rues St-Charles, Ulrod, Carondelet et Julie, d'après un plan dressé par J. Comanny, voyer, en date du 1846, et déposé en l'étude de L. T. Caire, ci-devant notaire public en cette ville.

Les dits terrains ayant chacun mesure américaine, vingt-cinq pieds trois pouces et huit lignes de face à la rue St-Charles, sur cent six pieds [illegible] de profondeur, [illegible]

Ensemble avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Cette propriété appartient au défendeur au moyen de l'acquisition qu'il en a faite, savoir: [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

24 juin—26—juillet 2,11,18,25

SUCCESSION DE JACOB LANG.

DEUXIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans. No 27,[illegible].—En vertu d'un writ de fieri facias en faveur de [illegible] [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la paroisse d'Orléans.

CHARTE.

Sont de la Louisiane, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que ce [illegible] jour de janvier, [illegible]

ARTICLE I.

Le nom de corporation de cette société sera la Compagnie du chemin de fer d'Orléans.

ARTICLE II.

Le siège des affaires et le domicile légal de cette corporation seront à la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE III.

Le but de cette Société est de construire et de maintenir en ville des chemins de fer convenables pour le transport des passagers et, en général, d'exercer les pouvoirs et privilèges dont elle pourrait être en cet, par les présentes, revêtue à l'effet de la mettre à même de construire et d'exploiter des chemins de fer.

ARTICLE IV.

[illegible]

ARTICLE V.

[illegible]

ARTICLE VI.

La corporation devra commencer ses opérations à partir de cet acte.

ARTICLE VII.

Cette corporation aura un sceau qu'elle pourra changer dans un cercle sur lequel sera inscrit le nom de la Compagnie.

ARTICLE VIII.

[illegible]

ARTICLE IX.

[illegible]

ARTICLE X.

Les actionnaires suivants: George W. Hynson, D. S. Mauerty, B. Saloy, L. E. Lemarié, F. Mouney, George Clark et Félix Labatut, composeront et seront [illegible]

ARTICLE XI.

[illegible]

ARTICLE XII.

[illegible]

ARTICLE XIII.

[illegible]

ARTICLE XIV.

[illegible]

ARTICLE XV.

[illegible]

ARTICLE XVI.

[illegible]

ARTICLE XVII.

[illegible]

ARTICLE XVIII.

[illegible]

ARTICLE XIX.

[illegible]

ARTICLE XX.

[illegible]

ARTICLE XXI.

[illegible]

ARTICLE XXII.

[illegible]

ARTICLE XXIII.

Les noms et l'intérêt de chacune des parties à cet acte ont été déclarés ainsi qu'il suit:

Félix Labatut, Jacob Hornheimer, Arthur Dejan, Henry Larquié, [illegible]

Ainsi fait et passé, à mon bureau, dans la susdite ville de la Nouvelle-Orléans, en présence de F. McG. Swain et G. J. D. Kemper, témoins compétents, qui ont signé le dit acte avec les dites parties et comparants et moi, le dit notaire, le jour, le mois et l'année tel indiqués en premier lieu.

L'original est signé:

G. A. Kemper, F. McG. Swain. Edward Ivy, Notaire public.

Je certifie que ce qui précède est une copie exacte de l'original inscrit dans mon registre.

En foi de quoi j'accorde les présentes, sous ma signature et le sceau de mon bureau, à la Nlle-Orléans, ce 31 janvier 1868.

EDWARD IVY, Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement des hypothèques pour cette paroisse et ville de la Nlle-Orléans, Lnc, certifie que la susdite Charte a été inscrite aujourd'hui, à mon bureau, dans le livre de sociétés No 7, folios 67, 68, 69, 70, 71 et 72.

A. DUCATEL, Jr., Député du Préposé à l'enregistrement des hypothèques.

Nlle-Orléans, 31 janvier 1868.

Etats-Unis d'Amérique.

Etat de la Louisiane, Paroisse d'Orléans—Ville de la Nouvelle-Orléans.

QU'IL soit connu que le dix-huitième jour de mars de l'année de Notre Seigneur mil huit cent soixante-huit, et dans la quatre-vingt-deuxième année de l'indépendance des Etats-Unis d'Amérique, [illegible]

SIGNATURES DE L'ORIGINAL.

[illegible]

A. PITOT, Jr., EDW. PITOT, G. Le GARDEUR, Jr.

Pour copie conforme. G. Le GARDEUR, Jr., Notaire public.

Le soussigné, député du préposé à l'enregistrement pour la paroisse et la ville de la Nlle-Orléans, certifie que la susdite charte d'incorporation a été, aujourd'hui, dûment inscrite à son bureau, Livre S No 7, folios 71, 72, 73 et 74.

A. DUCATEL, Jr., Député du préposé à l'enregistrement.

Nlle-Orléans, 18 mars 1868.

PETER JOHNSON vs la dame FRANCISCA CADOUFF.

CINQUIEME COUR de District de la Nouvelle-Orléans.—No 20,3[illegible].—En vertu d'un writ de saisie et vente adressé par l'Honorable Cinquième Cour de District de la Nlle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus à Geo. W. Avery, [illegible], je procéderai le LUNDI, trois d'août 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:—

Un certain terrain situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Bienville, Conti, Tremé et des Marais, [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant, au moment de l'adjudication.

THOS. L. MAXWELL, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

3 juillet—11,19,26. Scott

JOHN CARRAUD vs. V. FERNAND ARMANT.

QUATRIEME COUR DE DISTRICT de la Nlle-Orléans.—No 21,7[illegible].—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Quatrième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI, vingt-cinq de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:

[illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

24 juin—26, 2,11,18,25 juillet

VINCENT PRATS vs JOSEPHINE BENIT, aujour d'hui épouse d'Etienne Carlon.

TROISIEME COUR DE DISTRICT de la Nouvelle-Orléans.—No 18,2[illegible].—En vertu d'un writ de saisie et vente, à moi adressé par l'honorable Troisième Cour de District de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai le SAMEDI dix-huit de juillet 1868, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, entre celles du Canal et de la Douane, dans le Deuxième District de cette ville, à la vente publique et adjudication de la propriété dont description suit:—

Un terrain situé dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Poydras, Perdido, Ste-Adeline et Madeleine, [illegible]

Saisie dans l'affaire ci-dessus.
Conditions—Comptant au moment de l'adjudication.

GEO. W. AVERY, Shérif de la Paroisse d'Orléans.

16 juin—16, 25—juillet 2, 11, 18

The Income Tax.

The following is the form of making income returns for 1868 under the new law. The readers will see at a glance the character of the articles to be returned upon, and the deductions to be made:

1. From [illegible] trade, business or vocation from which income is actually derived, or any interest therein wherever carried on.
2. From the payment of debts in a former year considered lost, and which have not paid in a previous income tax.
3. From rents.
4. From farming operations—amount of live stock sold, amount of agricultural products sold.
5. From profits realized by sales of real estate [illegible]
6. From interest on any bonds or evidences of indebtedness of any railroad, canal turnpike, canal navigation or slackwater company, or interest or dividends on stock, capital or deposit in any bank, trust company, savings institution, insurance, railroad, canal, turnpike, canal navigation or slackwater company.
7. From dividends of any incorporated company other than those above mentioned.
8. From gains and profits of any incorporated company not divided.
9. From interest on notes, bonds or other securities of the United States.
10. From interest on notes, bonds, mortgages or securities, other than those enumerated above.
11. From any salary other than as an officer or employé of the United States.
12. From any salary or pay as an officer or employé of the United States.
13. From profits on sales of gold or stocks, wherever purchased.
14. From all sources not above enumerated. Gross income.

DEDUCTIONS.

1. Exempt by law $1000.
2. National, State, county and municipal taxes within the year.
3. Losses actually sustained during the year from fire, shipwreck, or incurred in trade, and not already deducted in ascertaining profits.
4. Losses on sales of real estate purchased since December 31, 1862.
5. Amount paid for hired labor to cultivate land from which income is derived.
6. Amount paid for the live stock which was sold within the year.
7. Amount actually paid for rent of homestead.
8. Amount paid for usual or ordinary repairs, excluding payments for new buildings, permanent improvements or betterments.
9. Interest paid out of falling due within the year.
10. Salary or pay as an officer or employé of the United States, from which a tax has been withheld.
11. Interest or dividends from corporations enumerated above in paragraph six.

Taxable income.

Amount of tax at 5 per cent.

CARRIAGES, GOLD WATCHES, BILLIARD TABLES AND SILVER PLATE.

(Schedule A.—Section 100, Act June 30, 1864, as Amended July 13, 1866.)

TAXABLE PROPERTY.

Carriage, phaeton, carryall, rockaway, or other like carriage, and any coach, hackney coach, omnibus or four wheeled carriage, the body of which rests upon springs of any description and which is not used exclusively in husbandry or in the transportation of merchandise, valued at exceeding $300 and not exceeding $500, including harness used therewith—$2.

Carriages of like description valued above $500—$10.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at $100 or less—$1.

Gold watches, composed wholly or in part of gold or gilt, kept for use, valued at above $100—$2.

Billiard tables kept for use, and not subject to special tax—$10.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy—50 cents.

On plate of silver, kept for use, per ounce troy, exceeding forty ounces, used by one family—50 cents.

Bank Directory.

Bank of America, corner of Canal and Exchange Place—A. M. Fortier, President; J. B. Mortimer, Cashier.

Canal Bank, corner of Gravier and Camp—Geo. Jonas, President; C. Jumonville, Cashier.

Crescent City Bank, 30 Camp street—E. H. Summers, President; Charles Fasnacht, Jr., Cashier.

Citizens' Bank, corner of Royal and Customhouse—John G. Gaines, President; J. L. Delery, Cashier.

City National Bank, corner Magazine and Natchez Alley—C. T. Buddecke, President; Jules Cassard, Cashier.

Bank of Louisiana, (in liquidation), corner Royal and Conti—Ambrose Lanfear, President; J. F. Irving, Cashier.

Louisiana State Bank, Camp street—J. A. Blanc, President pro tem; L. Bernard, Cashier.

Mechanics' and Traders' Bank, No. 107 Canal street—Walter G. Robinson, President; G. Cronan, Cashier.

Bank of New Orleans, corner Canal and Exchange Alley—C. Cavaroc, President; J. Nunez, Cashier.

Ad. Lazare & Bro., No. 17 Camp street.

Southern Bank, No. 11 St. Charles street—Thos. Layton, President; John G. Devereux, Cashier.

Samuel Smith & Co., cor. Camp and Common streets.

United States Treasury, at the Mint Hotel—W. R. Whittaker, Asst. Treasurer; James A. Woods, Cashier.

Union Bank of Louisiana, No. 122 Canal street—J. B. Leefe, President; Geo. A. Fosdick, Cashier.

Burke & Co., No. 54 Camp street.

Louisiana National Bank, Common street, near Camp—James Robb, President; Jno. W. Carroll, Vice President, and — Hall, Cashier.

Merchants' Bank, Camp street—Raynes, President; Thos. J. Dix, Cashier.

Home Insurance Directory.

HOME INSURANCE COMPANIES.

Atlantic Insurance Company, No. 13 Camp street—Samuel Barrow, President; [illegible], Secretary.

Crescent Mutual Insurance Company, corner of Camp street and Commercial Place—Thos. A. Adams, President; Henry O. Ogden, Secretary.

Commercial Insurance Company, No. 11 Commercial Place—S. B. Buckner, President; Geo. Sweet, Secretary.

Factors' and Traders' Insurance Company, No. 39 Carondelet street—Michael Musson, President; Harmon Doane, Vice President; Ed. A. Palfrey, Secretary.

Germania Insurance Company, No. 126 Gravier street—D. Michel, President; E. Maier, Secretary.

Great Southern and Western Fire, Marine and Accident Insurance Company, No. 31 Camp street—James Longstreet, President; C. Williams, Secretary.

Home Mutual Insurance Company, corner Camp and Natchez streets—Jno. H. Wheeler, President; A. W. Hunter, Secretary.

Hope Insurance Company, No. 21 Camp street—H. Frychard, President; Louis Barnett, Secretary.

Louisiana Mutual Insurance Company, corner of Camp and Gravier streets—Chas. Briggs, President; J. P. Roux, Secretary.

Louisiana State Mutual Insurance Company, corner of Common and Carondelet streets—H. Lombard, President; L. W. Baquie, Secretary.

Union Insurance Company, No. 112 Canal street—A. Chiapella, President; J. M. Couvert, Secretary.

Merchants' Mutual Insurance Company, No. 108 Canal street—John Pemberton, President; Paul Fourchy, Secretary.

National Marine and Fire Insurance Company, corner of Camp and Common streets—Wm. Whann, President; R. H. Gallagher, Secretary.

New Orleans Mutual Insurance Company, No. 111 Canal street—J. Tuyes, President; J. W. Hincks, Secretary.

New Mutual Insurance Company, No. 14 Carondelet street—Placide Forstall, President; E. Augustin, Secretary.

Sun Mutual Insurance Company, No. 61 Camp street—Thos. Sloo, President; Thos. Anderson, Secretary.

Weights of Produce.

As established by Law or Custom in New Orleans.

GRAIN WEIGHTS.

Wheat	60 lbs. per bushel
Corn shelled	56
in ear	70
Oats	32
Rye	56
Buckwheat	52
Barley	48
Malt	34

Important to Travelers.

FARE REDUCED.

ON AND AFTER APRIL 30th,

FARE via NEW ORLEANS, JACKSON AND GREAT NORTHERN RAILROAD,

—AND—

MISSISSIPPI CENTRAL RAILROAD.

To the following points will be:

NEW YORK	$45 00
PHILADELPHIA	43 00
BALTIMORE	42 00
WASHINGTON	42 00

For information and particulars apply at Ticket Office, corner Camp and Common, under City Hotel, and Depot, Calliope street.

T. S. WILLIAMS, General Superintendent N. O. J. and G. N. R. R.

H. D. FROST, Gen'l Sup't Miss. Central Railroad.

Factors' and Traders' INSURANCE COMPANY.

No. 39 Carondelet Street.

NEW ORLEANS.

ALL DIVIDENDS IN THIS COMPANY ARE PAYABLE IN CASH.

Amount of Premiums received in the first year (the eight months) of its business, ending 30th April, 1867—$[illegible]

ASSETS

30th April, 1867 ... $[illegible]

The Company continues to issue Policies against Loss and Damage by fire and the perils of rivers and sea, upon the most favorable terms.

MICHEL MUSSON, President.
HARMON DOANE, Vice President.
ED. A. PALFREY, Secretary.

TRUSTEES:

[illegible]

JACOB OTT Entrepreneur,

REPARE les MAGASINS et les MAISON de résidence.

[illegible]

TREATMENT

—OF—

SECRET AND CUTANEOUS DISEASES, SIPHILIS, GONORRHEA, ULCERATIONS, OBSTRUCTIONS, ERUPTIONS, ECZEMA, SCROFULA, SCURVY, &c.

R. GAUCHE, Graduate, from the Paris University, [illegible]

Postages to Foreign Ports.

☞ The Asterisk (*) indicates that in cases where it is prefixed, unless the letter be registered, prepayment is optional; in all other cases prepayment is required.

COUNTRIES.

Countries	Letters		
Africa, west coast, British mail	[illegible]		
Argentine Republic via England	[illegible]		
Aspinwall	10		
Australia, Br. M. via Southampton	33		
do via Marseilles	39	45	
by private ship from N. Y. or Boston	[illegible]		
[illegible]			

[illegible]

Postal Information.

TO THE BRITISH NORTH AMERICAN PROVINCES.

Cape Breton, Prince Edward's Island and Nova Scotia. To Newfoundland prepayment required. To Canada and New Brunswick, 10c. per ½ oz., any distance. "10 cents when under 3,000 miles from the line of crossing. "15 cents when distance exceeds 3000 miles. Prepayment optional.

Steamers of the Cunard line sail from Boston twice each month, touching at Halifax, and when letters are sent by that conveyance for Nova Scotia, Newfoundland, Cape Breton and Prince Edward's Island, the U. S. postage is 5 cents the single rate, to be pre-paid. The inland rate is collected on delivery. On newspapers by this route, the postage is two cents each.

RULES FOR RATING LETTERS, &c.

1. In the United States and British Mails.—Letters exchanged with the United Kingdom of Great Britain and Ireland, or addressed to British Colonies and foreign countries, for transmission in the open mail via England, are charged with United States and British postage, at a single rate for each half ounce or fraction thereof, the same as domestic letters.

In the case of letters to be forwarded in the British mail for transmission from England "via Marseilles," the French postage is rated at 6 cents the quarter ounce, except on letters for Java, China, Labuan, Borneo, Japan, the Moluccas and Philippine Islands, which are rated at 8 cents per half ounce, and except, also, on letters for Syria and Tunis, by French packet, when the single French rate is 12 cents per quarter ounce.

2. In the United States and French Mails.—Letters in the mail to France are to be charged with single rate of postage, if not exceeding the weight of one quarter ounce; double rate if exceeding a quarter, but not exceeding half an ounce; and so on, an additional rate being charged for each quarter ounce, or fractional part of a quarter ounce.

The rates by "French mail" are in full to destination, except the following places, on: Aden, Batavia, Ceylon, China, cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, viz Austria, countries to which correspondence can be sent via Suez, countries beyond sea via France, other than those enumerated, East Indies, Gibraltar, Hong Kong, Java, Mauritius, Montenegro, Panama, Portugal, isle of Re-Union, Servia, (except Belgrade,) Shanghai, Singapore and Spain. The limit of payment to Spain, Portugal and Gibraltar, is Behobie; to Servia (except Belgrade,) Montenegro, and cities of Turkey in Europe, except as herein mentioned, "via Austria," the frontier of Turkey and Austria; to Aden, East Indies, Ceylon, China, and other countries via Suez, the seaports of the Indies, or of the sea of China to which the English packets ply; and to places beyond seas, or other than those designated the limit is the port of arrival in the country of destination.

3. In the Mails to France, or to Belgium.—Letters in the United States and Prussian closed mails, and in the mails exchanged with Belgium are charged with single rate of postage if not exceeding half an ounce in weight; double rate if exceeding half an ounce, but not exceeding an ounce; quadruple rate if exceeding an ounce, but not exceeding two ounces; and so on, for greater weights, charging two rates for every ounce or fractional part of an ounce over the first ounce. As this scale of progression differs from that followed in respect to domestic letters, great care is required to prevent mistakes.

4. In the Mails to Bremen, or to Hamburg, &c.—Letters addressed to the German States, &c., when sent via Bremen or Hamburg; and letters addressed to the British North American Provinces, are rated in the same manner as domestic letters, one rate being charged for each half ounce or fractional part of half an ounce.

General Directions.—Postmasters should be careful where the postage is prepaid, to collect the proper amount. They should be particular to notice the route indicated on the envelopes of letters, and to collect postage accordingly. Letters mailed at some offices, marked "via England," or "via Prussian Closed Mail," for a German State, are frequently taken upon the prepayment of Bremen rates, and those marked "via Bremen," at Prussian closed rates, &c.

Routes of Transmission, &c.

To prevent mistakes at the exchange offices, it is desirable that the particular routes by which letters are to be forwarded from the United States to Europe, should be distinctly written on the covers. Letters intended for transmission in the open mail to England, should bear the direction "open mail via England;" if for transmission in the French mail, they should be directed, "via France in French mail;" if for transmission by closed mail to Prussia, they should be directed "via Prussian closed mail;" if for transmission in the closed mail to Belgium, they should be directed "via Belgian closed mail," and if for transmission by the New York and Bremen line to Bremen, or by the New York and Hamburg line to Hamburg, they should be directed "via Bremen," or "via Hamburg."

It is important that letters addressed to Germany and other European countries, via France, where the single rate per quarter ounce is 21 cents, should be plainly marked to be sent via France; otherwise they may be misent to England via Liverpool by United States packet, the 21 cent rate per half ounce being also chargeable on letters thus forwarded.

N. O., O. & G. W. RAILROAD.

Office New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company.

NEW ORLEANS, June 6, 1868.

The New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company, desiring that a connection shall be formed between their present terminus at Berwick's Bay and the Houston and New Orleans Railroad, which terminates at the Sabine River, and which when completed, (the distance being 168 miles,) will connect New Orleans with almost the entire railroad system of Texas. The President and directors of said company, therefore, propose [illegible] party or parties as may undertake to fill up such gap, the following terms and conditions, to wit:

1. Will lease the right of way and the franchises now possessed by said company from their present terminus at Berwick's Bay to the town of Vermillionville, the grading of which is almost entirely completed for these 62 miles, and will, at the same time, lease the right under their charter, to build the branch railroad from Vermillionville to the Sabine River, at or near Orange, the same having been already located by resolution of the Board of Directors. The distance between these points is 100 miles. The company reserving to itself the right of way and transportation on payment of proportionate freights and passage money from the present terminus of the road to any extension towards Opelousas of its road beyond Vermillionville.

2. The said lease to continue for a term of years to be agreed upon between the company and the lessees. At the end of the lease, the property to be valued by disinterested parties, the railroad company to select three, and the lessees three, the two, if need be, to call in an umpire whose decision will be final. The railroad company reserving the right to purchase said property at such valuation, but if not then promptly paid for by said company, the lease to be extended for a further term of years, and so on, until finally purchased and paid for by said New Orleans, Opelousas and Great Western Railroad Company. The grading already made between Berwick's Bay and Vermillionville, to be valued by competent engineers at the time of entering into a contract, but not to be paid for by lessees until the end of the lease, herein provided for.

3. The parties leasing to obligate themselves to connect with no other railroad which might hereafter be built, terminating at or near the city of New Orleans, and further obligating themselves to do no act which will infringe the rights under the present charter of said company, and also to hold said company harmless against any loss which might result from acts committed on that portion of road now proposed to be leased.

4. Should the lessees succeed in obtaining a land grant on the line of railroad beyond Berwick's Bay, it will be and remain the property of said lessees, this company claiming none of its benefits, and incurring no portion of the responsibility attending it.

5. Transportation to be furnished said lessees over the company's road, as follows, viz:

The President, Directors and officers of the road, including engineers, superintendents, road masters, and bridge builders free of charge. Transportation of laborers going out to be charged one-third the regular fare. Provisions and supplies to be charged one-half of regular rates. Material, other than iron and cross-ties, to be charged one half of regular rates. Iron to be charged one dollar per ton, and cross ties (if any) fifteen cents each. Lessees to load and unload the cars.

6. The road thus to be built shall be a first-class railroad in every respect. The gauge to be the same as the company's road—say 5 feet 6 inches. The iron used not to be less than 58 pounds per yard.

7. The said lessees to obligate themselves to commence said road within four months, and have it finished and in running order to the Sabine river, connecting with the Houston and Texas road, at or near Orange, within three years from date of signing the lease.

8. In order to insure the faithful performance of the contract the lessees will be required to execute a bond to an amount, and with good and satisfactory security to the satisfaction of the Board of Directors.

9. The Company reserves the right to reject any and all bids.

Another proposition, and for which proposals are also invited, is to lease the road, including depots, stations, rolling stock, etc., from Algiers, opposite New Orleans, to Brashear City, including the franchises of the company beyond to Texas, under the following conditions:

10. That the party or parties proposing to lease shall state the least number of years he or they will lease the road, on the following conditions:

1. The accrued interest to October 1, 1868, on the mortgage bonds, (said bonds maturing in 1881,) to be provided for by the lessee.

2. The semi annual interest on same bonds, accruing yearly after date, and payable on the first days of April and of October of each year, say $160,000 per annum, to be also provided for by said lessee.

4. The road to be built over the route from Berwick's Bay to New Iberia, thence to a point at or near Vermillionville, thence in a westerly direction to a point on the Sabine River, connecting with the Houston and Beaumont Road.

5. The building of the road to be commenced within four months after signing the contract of lease, to be prosecuted with all dispatch, and to be fully and finally constructed within three years from the signing of the lease.

6. The grading, culverts, etc., now made beyond Berwick's Bay, to be taken by the lessee at a valuation to be ascertained by experts, one to be appointed by each party, in case of disagreement, they to select an umpire, and to be paid for on such terms as shall be hereafter agreed on.

7. The road to be built, equipped and maintained during the entire lease as a first class road in every respect.

8. At the close of said lease, the said road, depots, stations, rolling stock, etc., from Berwick's Bay to the Texas line, shall be valued by experts, one to be appointed by each of the parties hereto, and in the event of disagreement, they to select an umpire, whose decision shall be final. The value thereof thus ascertained shall be subscribed as stock in the present company, it being well understood that all costs of maintenance, as well as expenses of operating the road, shall be at the exclusive charge of the lessee.

9. The contract with Charles Morgan for running a line of steamers to Texas, extending to 1871, to be carried out by the lessee in every respect.

10. The present road to Berwick's Bay, including depots, machine shops, rolling stock, bridges, etc., to be turned over to the lessee after inventory and appraisement, and the said property, or property of like character and value, and like condition and good order to be returned to the company at the expiration of said lease.

11. The lessee, to ensure the faithful performance of this contract, to furnish security to the satisfaction of Board of Directors.

12. The said lessees shall contribute and pay each year the sum of $5000, payable quarterly, to keep up and maintain the organization of the railroad company during the existence of this lease.

13. The said lessees obligate themselves to do no act which may operate a forfeiture of the charter, and shall hold the said N. O., O. and G. W. R. R. Co. harmless against any and all acts of theirs.

Sealed proposals will be received at the office of the company in New Orleans, No. 69 Canal street, until the first day of September next, at 12 o'clock m., the company reserving the right of rejecting any or all bids.

For particular information apply to

C. P. LEVERICH, President Bank of New York.
JOSEPH C. BUTLER, President Lafayette Bank, Cincinnati, Ohio.
CHAS. PARSONS, Cashier State Savings Ass'n, St. Louis, Mo.
GEO. STURGIS, President Northwestern National Bank, Chicago, Ill., or to the undersigned,
A. B. SEGER, President.

je9 6tasetf

Commercial Insurance Company.

SECOND ANNUAL STATEMENT.

IN conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement:

Amount of Premiums for the year ending March 31, 1868:

Fire Premiums	$ 57,526 44	
River Premiums	70,036 20	
Marine Premiums	29,909 11	—$161,[illegible] 75
Losses Paid:		
Fire Losses	$ 13,650 39	
River Losses	24,244 33	
Marine Losses	36,323 70	
	$123,[illegible]	
Rebate	20,096 97	
Taxes	4,730 91	
Re-insurance	6,802 36	
Return Premiums	419 00	
Expenses, Profit and Loss, etc., less interests	39,030 06	—$159,[illegible]
		$ 25,[illegible]
Assets:		
Cash on Hand	22,244 11	
Bills Receivable	2,063 92	
Furniture	1,636 36	
Premiums Due	36,[illegible]	
Stock Notes	25,[illegible]	—$397,[illegible]

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

S. B. BUCKNER, President.
Geo. O. SWEET, Secretary.

Sworn to and subscribed before me, this 21st day of April, 1868. PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

LEEDS'S FOUNDRY,

(ESTABLISHED IN 1825.)

Corner of Delord and Fouchor Streets.

WE beg leave to inform our friends and the public generally that we are prepared, as formerly, to manufacture Steam Engines, Boilers, Sugar Mills, Sugar Kettles, Draining Machines, Saw Mills, Cotton Presses, Newell Screws, Gin Gearing, Furnace Mouths, Grate Bars, all kinds of Plantation and Steamboat Works, and every description of Machinery for the South.

LEEDS & CO.

ELEVENTH ANNUAL STATEMENT.

Home Mutual Insurance Company of New Orleans.

In conformity with the requirements of their Charter, the Company publish the following statement for the year ending December 31, 1867:

Premiums received during the year ending December 31, 1867, including unterminated risks of 1866 ... $[illegible]

Premiums on Marine Risks	$ 42,[illegible]	
Premiums on River Risks	107,[illegible]	
Premiums on Fire Risks	172,[illegible]	
		$321,[illegible]
Less Return Premiums	1,[illegible]	
Less Premiums on Risks not terminated in 1867	39,[illegible]	
Net earned Premiums year December 31, 1867		$280,[illegible]
Losses paid during same period:		
On Marine Risks	28,[illegible]	
On River Risks	102,[illegible]	
On Fire Risks	33,[illegible]	
Re-Insurance	[illegible]	
Expenses, Taxes, Interest on Scrip, etc., less Discount and Interest	32,[illegible]	
		$217,[illegible]
Remaining		62,[illegible]
Twenty-five per cent and fifteen per cent returned in lieu of Scrip		57,[illegible]
Reserved for Unadjusted Losses		5,[illegible]

The Company have the following assets:

[illegible]

Total Assets ... $[illegible]

The above statement is a just, true and correct transcript from the books of the Company.

ALFRED MOULTON, President.
A. W. HUNTER, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
PARISH OF ORLEANS, CITY OF NEW ORLEANS.

Sworn to, and subscribed before me, this 14th day of January, 1868.

PARIS CHILDRESS, Second Justice of the Peace.

The Board of Trustees have resolved to pay Six Per Cent in Cash, on all outstanding Certificates of Scrip, to the legal holders thereof, on and after the Second TUESDAY in February next, and they have further

Resolved, That in view of the depreciation of the Assets of the Company, the Scrip issues of the years 1860, 1870, 1860 and 1861, be and the same are hereby called in (in accordance with the requirements of the Charter) for a Reduction of Twenty-five Per Cent on each issue, and that the said Scrips shall be surrendered for reduction on payment of the annual interest, as declared by a resolution of this Board adopted this day.

ALFRED MOULTON, President.
WM. M. PERKINS, Vice President.
A. W. HUNTER, Secretary.

TRUSTEES:

R. K. Converse, B. F. Eshell, Robert Moon, Jos. H. Isenbees, Jos. Hoy, J. H. Ludwigsen, Alfred Moulton, A. H. May, J. M. Allen, Jno. T. Moore, Jno. C. Rogers, Wm. M. Perkins.

Sun Mutual Insurance Company

OFFICE OF THE SUN MUTUAL INSURANCE CO., New Orleans, 2d Jan., 1868.

TWELFTH ANNUAL STATEMENT OF THE AFFAIRS OF THE SUN MUTUAL INSURANCE COMPANY OF NEW ORLEANS, for the year ending December 31st, 1867.

Amount of Premiums for the year ending 1st December, 1867, viz:

On Fire Risks	$166,471 83	
On Marine Risks	86,[illegible]	
On River Risks	65,[illegible]	
	317,[illegible] 71	
Add unterminated risks of 1866	[illegible]	
		$384,[illegible] 71
Deduct unterminated risks for 1867	60,[illegible]	
Return premiums for 1867	3,[illegible]	
		$ 63,[illegible]
Net earned premiums 31st Dec. 1867		$321,[illegible]
Losses paid during same period, viz:		
On Fire Risks	$32,051 [illegible]	
On Marine Risks	39,641 76	
On River Risks	86,022 94	
		166,715 [illegible]
Add re-insurance	3,[illegible]	
Dis. on Prem	65,[illegible]	
Expenses, Taxes, Rent Account, Profit and Loss, etc., less discount and interest	71,[illegible]	
Reserved for payment of interest on Scrips due in 1868	55,[illegible]	
		$284,[illegible]
Net profits		$ 37,161 [illegible]

The Company have the following Assets, viz:

Two hundred and nine Consolidated City Bonds valued at 8[illegible]c ... $[illegible]

One hundred and twenty-four N. O. J. and G. N. R. R. City Bonds, valued at 7[illegible]c ...

One hundred and two N. O., O. and G. W. R. R. City Bonds, valued at 7[illegible]c ...

Twenty-five Pontchartrain R. R. City Bonds, valued at [illegible]c ...

Four Opelousas R. R. State Bonds, valued at [illegible]c ...

Six Mexican Gulf R. R. State Bonds, valued at [illegible]c ...

Nine Vicksburg, S. and Texas R. R. State Bonds, valued at [illegible]c ...

Bank and other Stocks, etc ... [illegible]
Loans on Pledge ... [illegible]
Loans on Mortgage ... [illegible]
Bills Receivable ... [illegible]
Premiums due in course of collection ... [illegible]
Scrips of other Insurance companies ... [illegible]
Uncorrect funds ... [illegible]
Coupons on City Bonds due, not collected ... [illegible]
Cash on hand ... [illegible]

$727,[illegible] 61

The above statement is a true and correct transcript from the books of the Company.

THOMAS SLOO, President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

STATE OF LOUISIANA,
Parish of Orleans, City of New Orleans.

Sworn to and subscribed before me, this 2nd day of January, 1868. PARISH CHILDRESS, Second Justice of the Peace, Parish of Orleans.

The Board of Directors have resolved to pay six per cent. interest on the outstanding certificates of profits, on and after the second Monday of February next. And they have further declared a Scrip dividend of Thirty Five per cent. on the net earned participating premiums for the year ending December 31st, 1867, for which certificates will be issued on and after the 16th day March next.

THOMAS SLOO, President,
JOHN G. GAINES, Vice President.
THOS. ANDERSON, Secretary.

DIRECTORS:

Jno. G. Gaines, Henry Renshaw, H. T. Lonsdale, S. Steece, J. G. Baroll, B. J. Hart, Jno. C. Richs, J. H. Stauffer, J. S. Bres, Thos. Sloo, Thos. A. James.

Statement of the Merchants' Bank

On the Morning of February 3d, 1868, previous to Resumption of Active Business.

LIABILITIES.

Capital Stock, [illegible] shares at $[illegible]		$[illegible]
Individual Depositors	$[illegible]	
Due Distant Banks and Bankers	127 [illegible]	
Unpaid Dividends	[illegible]	
Outstanding Check on New York	[illegible]	
		$14,[illegible]
Circulation		10,[illegible]
Total Liabilities		$[illegible]

ASSETS.

	TOTAL AM'NT.	VALUE.
Cash on hand in Curr'nt Funds	$[illegible]	$[illegible]
Notes and Bills Discounted maturing	[illegible]	[illegible]
Notes and Bills Discounted protested	[illegible]	[illegible]
100 Bonds City of New Orleans in favor of Railroads	[illegible]	[illegible]
100 Jackson Railroad 1st Mortgage Construction Bonds	[illegible]	[illegible]
[illegible] Shares Merchants' Bank Stock taken in settlement	[illegible]	[illegible]
Matured Coupons Jackson Railroad Bonds	[illegible]	[illegible]
Real Estate, Banking House (in litigation)	[illegible]	
Real Estate other than Banking House	[illegible]	[illegible]
Banking House, Fixtures and Furniture	[illegible]	[illegible]
Total Assets	$[illegible]	
Estimated Value of Assets This Day		$[illegible]

A full statement of PROTESTED PAPER, estimated in our Assets at $[illegible], is OPEN FOR EXAMINATION.

THOS. I. DIX, Cashier.

Choice Lumber for Counters, &c.

10,000 FEET of choice black Walnut LUMBER, suitable for counters, for sale, on reasonable terms, to close a consignment. Also a cargo lot of YELLOW PINE LUMBER and Tongued and Grooved FLOORING and CEILING.

For sale by A. [illegible] McCONNELL.

DR. V. FORTINEAU

HAS returned to Louisiana and resumed the practice of his Profession.

OFFICE, corner Bourbon, and Residence at No. [illegible] Customhouse street.

Consultation hours—[illegible] a. m. to [illegible] m.

JUDICIAL SALES.

Gaspar Theurer vs. Succession of J. Sandrock.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 20,287.—By virtue of a writ of seizure and sale, to me directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city on TUESDAY, July fourteenth, 1868, at 12 o'clock m.—

A LOT OF GROUND, together with the buildings thereon and appurtenances belonging thereto, situate in the Third District of this city, in the square bounded by History or Kerlerec, Love or Rampart, St. Anthony and Craps, or Burgundy streets; said lot having American measure, thirty three feet eleven inches and three lines front on History or Kerlerec street, by one hundred and twenty-seven feet inches and six lines in depth, according to a sketch drawn by J. A. D'Hemecourt, surveyor, on the 28th of April, 1856.

Being the same property purchased by J. Sandrock from Geo. Schreiber, as per act executed before Abel Dreyfous, notary public in this city, on the 11th November, 1865.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the parish of Orleans.

je13 21 30 jy7 14

Vincent Prats vs. Josephine Benit, now wife of Etienne Carlon.

THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 18,226.—By virtue of a writ of seizure and sale to me directed by the Honorable the Third District Court of New Orleans, in the above entitled suit, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on SATURDAY, July eighteenth, 1868, at 12 o'clock m.:—

A CERTAIN LOT OF GROUND, together with all the buildings and improvements, rights, ways, privileges, servitudes and appurtenances thereunto belonging or in any wise appertaining, situated in the First District of this city, in the square bounded by Poydras, Perdido, St. Adeline and Magdeline streets, and the proposed continuation of Claiborne street; said lot being designated by the No. Eleven, on a plan made by George T. Dunbar, late surveyor, dated 29th June, 1847, and deposited as plan No. Three in the office of G. R. Beard, late a notary in this city, said lot measuring thirty-one feet three inches front on the proposed continuation of said Claiborne street, thirty-one feet seven inches and half a line in width in the rear, one hundred and seven feet six inches in depth on the side adjoining lot No. Twelve, and ninety feet six inches in depth on the opposite side, American measure, acquired by the said Miss Benit from Jean Rotge, by act passed before A. Doriocourt, notary public in this city, on the 17th January, 1867.

Seized in the above suit.

Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

Juan Fernandez vs. Alexander Kenmure.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 21,862.—By virtue of a writ of fieri facias to me directed by the Honorable the Sixth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, I will proceed to sell at public auction, on SATURDAY, the eleventh day of July, 1868, at 4½ o'clock p. m., on the premises, No. 529 Good-child street, between Elysian Fields and Marigny streets, in the Third District of this city—

TWO COWS.

Seized in the above suit.
Terms—Cash on the spot.

GEO. W. AVERY, Sheriff of the Parish of Orleans.

je30 jy3 7 9 11

Bailly Blanchard, vs. John Cooney.

FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 19,960.—By virtue of a writ of seizure and sale Court directed by the Honorable the Fifth District Court of New Orleans, in the above entitled cause, to Geo. W. Avery, late Sheriff, and by said late Sheriff to me transferred and by consent of parties therein interested, I will proceed to sell at public auction, at the Merchants and Auctioneers' Exchange, Royal street, between Canal and Customhouse streets, in the Second District of this city, on FRIDAY, the twenty-fourth day of July, 1868, at 12 o'clock m., the following described property, viz:

A CERTAIN PORTION OF GROUND, situate lying and being on the batture in front of the suburb St. Mary, in the First District of this city, in the square bounded by South Market, Delord, New Levee and Tchoupitoulas streets, as per plan drawn by Chas. G. de L'Isle, architect, dated November 12th, 1850 and which will be exhibited at the time and place of sale. Which said portion of ground having, according to said plan, the following dimensions, viz: about eighteen feet eight inches front on New Levee street, about nineteen feet two inches in width at the rear, by about thirty-five feet two inches in depth and front on South Market street, and being part of a lot of ground designated by No. Fifty-nine, on a plan made by J. a Pilié, late surveyor, in May, 1848, and deposited in the office of C. Pollock, late a notary public in this city on the 3d of June, 1848. Together with all the buildings and improvements thereon, consisting of a two story brick house, slate-roofed, outhouses, etc.

Being the same property which the defendant acquired by purchase at a sale of the United States Marshal, and by him sold by virtue of a writ of "venditioni exponas" to said Marshal, directed by the Honorable the District Court of the United States for the Eastern District of Louisiana in the suit entitled "United States vs. 234 lots and 10 squares of ground" "property of John Slidell, No. 7035 of the docket of said court, as per deed of sale dated June 14th, 1865, duly recorded in the Conveyance office, in Book 91, folio 425.

Seized in the above suit.

Terms—This being the second and last auction the said property will be definitely adjudicated to the highest and last bidder for what it will bring, at twelve months' credit, the purchaser to assume as the extent of the amount of his bid the payment of a promissory note secured by mortgage on said property for the sum of six hundred and fifty-six dollars and twenty-five cents, ($656.25) dated [illegible] day of August, 1867, falling due on the [illegible] day of August next (1868) and bearing interest at the rate of six per cent per annum from date till paid. 2. Said purchaser to give his bond for the balance with good and sufficient security, conditioned according to law, bearing eight per cent interest per annum from date and special mortgage on the property until final payment. Said purchaser to deposit the cost in cash, and pay in cash the amount of printing, Sheriff and Clerk's fees, cost of present premium of insurance and Attorney's fees, say the sum of three hundred and forty dollars ($340), or thereabouts, and furthermore the State, Parish and Municipal taxes, the amount of which is to be given before sale.

THOS. L. MAXWELL, Sheriff of the Parish of Orleans.

jy7 11 15 19 24

LEGAL NOTICES.

In the Matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy.

DISTRICT COURT OF THE UNITED STATES—For the District of Louisiana. In the matter of Ewell and Coppell, in Bankruptcy. No. [illegible] [illegible]

[No. 998.] F. J. HERRON, U. S. Marshal Dist. Louisiana.

UNITED STATES DISTRICT COURT—District of Louisiana.—In the matter of HEZEKIAH S. BELL, bankrupt.—No. 28 in Bankruptcy.—Whereas, H. S. Bell of New Orleans and District aforesaid, duly declared bankrupt under the act of Congress of March 2d, 1867, has this day filed his petition in said Court, praying that he may be decreed to have a full discharge from all his debts and other claims provable under said act.

Notice is therefore given to all creditors who have proved their debts, and to all other persons in interest, that the 23d day of July, 1868, at [illegible] is assigned for the hearing of the same, and that they may then and there appear and show cause, if any they have, why the prayer of the said petition should not be granted.

Clerk's Office, New Orleans, June 25, 1868.

E. LOEW, Deputy Clerk.

jy1 8 15

CITATION.

To the Heirs of the late Alexandre Lesseps.

THE STATE OF LOUISIANA, PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT.—No. [illegible].—The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. the heirs of the late Alexandre Lesseps. To heirs of the late Alexandre Lesseps: You are hereby informed that the present suit is brought against you [illegible]

Witness the Hon. Charles O. Dugué, Judge of said court.

Clerk's office, Parish of Plaquemines, April 6th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy3 11 18 25 aul

CITATION.

To Mrs. Virginia Minor, (wife of H. H. Minor.)

THE STATE OF LOUISIANA—PARISH OF PLAQUEMINES—SECOND JUDICIAL DISTRICT COURT—No. 386.—The Police Jury of the Parish of Plaquemines vs. Virginia Minor and her Husband Henry H. Minor.—Mrs. Virginia Minor and Henry H. Minor—You are hereby informed that the present suit is brought against you to obtain from you the reimbursement of the sum of four thousand and seventy dollars and five and half cents with legal interest from judicial demand until final payment thereof, and of all the costs incident to said suit, viz: Recorder's, Clerk's, Sheriff's, Syndic's fees, publication of notice and citation, and all others making part thereof, the said amount having been expended, and said cost incurred by the Parish of Plaquemines in conformity with law, to make on your (Mrs. Virginia Minor's) plantation, situate in said parish on the left bank of the River Mississippi at about fourteen miles above the Courthouse of this parish, having and measuring fifty-two arpents more or less, front on said river, and being bounded above by the land of Mrs. C. H. Rose [illegible] and below by that of C. A. Talbant, the following works and repairs, to wit:

1. To build anew the Levees of said plantation, from the turn in the road about five arpents above the sugar house, running to front said road to the sugar house, and quarters, extending down twelve acres, and about five feet high.

2. To repair and strengthen the Batture-Levees on said plantation.

3. To repair the roads on the entire length of said plantation.

4. To cut out the ditches on the whole of said length, and to repair the bridges on the same. The whole as described in the notice given to you previously to the institution of this suit, by publication of the same in the New Orleans Bee, a newspaper printed in New Orleans in conformity with law to which you are hereby summoned to comply with the demand contained in this citation, or deliver your answer to the same in the Clerk's office of the Second Judicial District Court of the parish of Plaquemines, ten days after service thereof.

Witness the Honorable Charles O. Dugué, Judge of said Court.

Clerk's office, parish of Plaquemines, March 16th, 1868.

ARMAND LARTIGUE, Clerk.

jy3 11 18 25 augl

CONSTABLE'S SALES.

Josephine Ray vs. Madden.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH of Orleans—No. 2[illegible].—By virtue of a writ of fieri facias directed to Chs. Catoir Acting Constable, by the Hon. Paul W. Collens, Third Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans, I will proceed to sell on TUESDAY the 14th day of July, 1868, at 12 o'clock m., at the stable of M. Catoir, Esplanade street, between Bienville and Customhouse streets, to the sale and adjudication of the following property: One four-wheel spring WAGON, one HORSE and five dozen BROOMS. Seized in the above suit. Terms: Cash in U. S. Treasury notes.

jy4 14 J. A. MOLAISON, Constable.

S. Kunkel, Manager Orleans Hotel, vs. Mr. and Mrs. Guliot.

THIRD JUSTICE OF THE PEACE—PARISH OF ORLEANS.—No. 2[illegible].—By virtue of a writ of fieri facias directed to Chs. Catoir Acting Constable by the Hon. Paul W. Collens, Third Justice of the Peace in and for the Parish of Orleans, and to me transferred I will proceed to sell on TUESDAY, the 14th day of July, 1868, at 12 o'clock, at the Warehouse, No. 85 Bienville street to the sale and adjudication of the following property seized in the above suit: One lot of JEWELRY. Terms—Cash, in U. S. Treasury notes.

jy4 14 J. A. MOLAISON, Constable.

GENERAL TRANS-ATLANTIC COMPANY.

REGULAR LINE FROM NEW ORLEANS TO ST. NAZAIRE, Corresponding with all the Antilles and Pacific Ocean Ports.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 1st floor and aft deck or 2d aft deck, $[illegible] in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, one berth, 2d fore deck, $[illegible] in gold.

Fare from New Orleans to St. Nazaire, steerage, $[illegible] in gold.

Children under three years old, free.
Children over three years and under eight, pay quarter price.
Children over eight and under twelve, pay half price.
Children over twelve years pay full fare.
To every two children paying half price and to four children paying quarter price, there will be granted one berth.

In case there should be several children under three years in one family, only one will be allowed the privilege of free passage, the others will pay quarter price.

Servants attached to the passengers will pay the same as steerage passage.

Through tickets for the round trip are given with a discount of 25 per cent., provided the traveler makes his return trip on one of the Company's vessels, within six months after the sailing of the vessel in which he took passage from this port. These tickets are not transferable.

Fourth class passengers will furnish their meals.

One stateroom with two beds is kept for the special use of one passenger will be paid [illegible] one and one-half passage.

All passage by this line is payable in gold.

From and after the 15th of February the French steamship VERA CRUZ will leave regularly every month for Havana, in order to connect with the line steamers of the General Trans-Atlantic Company, plying between St. Nazaire and Vera Cruz.

For passage apply to

VICTOR FERRELLAN, Agent, No. 19 Common street.

THE NEW ORLEANS DAILY BEE.

DUFOUR & LIMET, PUBLISHERS.

Office: No. 73 Chartres Street.

RATES OF ADVERTISING.

Squares.	1 month.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

THE SEMI-WEEKLY BEE

Is published every Tuesday and Saturday mornings. Subscription, $5 per annum, in advance. Single copies ten cents.

RATES OF ADVERTISING:

Squares.	1 mo.	2 mos.	3 mos.	6 mos.	12 mos.
One	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Two	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Three	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Four	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Five	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ten	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Fifteen	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Thirty	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

LEGAL NOTICES.

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT Court of New Orleans—I hereby certify, that on the 14th day of May, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. 20,012—Bertha Arnold vs. Gustave Lewis, her husband.—In this cause Cotton & Levy, Attorneys for the plaintiff in this cause, upon producing to the Court the proof in support of her demand, and the law and the evidence being in favor of plaintiff, it is adjudged and decreed that the judgment by default heretofore entered on the 13th instant be now confirmed, and that judgment be entered in favor of plaintiff, Bertha Arnold, against defendant, Gustave Lewis her husband, decreeing a separation of property between the said parties, and a dissolution of the community of acquets and gains existing between them, and plaintiff be authorized to administer her own estate, and that defendant pay the costs of this suit.

Judgment rendered May 19th, 1868.
Judgment signed May 26th, 1868.
(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 30th day of May, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

A. D. BERNOUDY, Deputy Clerk.

je10 20 30d

STATE OF LOUISIANA—THIRD DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—In the matter of the Board of Commissioners of the Second Draining District, praying for homologation of assessment roll, etc.—No. 19,9[illegible].—Upon filing the assessment roll of the Second Draining District, within the parish of Orleans, and on the petition of the Board of Commissioners of said Draining District: It is ordered, that all parties in whom it may concern, do show cause, if any they have within thirty days from the first publication of this order, why said assessment roll should not be approved and homologated, and it is further ordered that said order be published in the English and French languages, in the New Orleans Bee newspaper, twice each week for thirty days.

New Orleans, June 16th, 1868.

CHAS. M. EMERSON, Judge.

A true copy:
J. O. CHALON, Deputy Clerk.

je18 30d tw satamen

THE STATE OF LOUISIANA—SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify, that on the 1st day of July, 1868, judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, to wit: in the words and figures following, to wit—No. 22,[illegible]—Mrs. E. M. Sandford vs. D. W. C. Sandford—In this cause, submitted to the Court for determination, the Court considering the admissions of indebtedness, the confession of judgment and waiver of all legal delays and of appeal filed by defendant, it is ordered and adjudged that there be judgment in favor of plaintiff Mrs. Elizabeth H. Slaybach wife of DeWitt Clinton Sandford, and against the defendant the said DeWitt Clinton Sandford, her husband, that said parties be separated in property, the community of acquets and gains heretofore existing between them dissolved and that plaintiff have the sole management and administration of her separate property. It is further ordered and adjudged that plaintiff have and is hereby decreed the owner of the property described in exhibit No. 1 filed herein; and further that she do have and recover from the defendant the sum of nine thousand eight hundred and seventy-four 70/100 dollars, being the amount of her paraphernal property received by said defendant, with legal interest thereon from judicial demand till paid and costs of suit, with the mortgage and privilege granted by law to married women on all the property of said defendant for the reimbursement of said paraphernal property.

Judgment rendered and signed July 1st, 1868.

(Signed) G. DUPLANTIER, Judge.

Plaintiff renounces the dotal part of the judgment do growing herein to be the owner of the property described in exhibit [illegible]

(Signed) RANDOLPH SINGLETON & BROWNE, For Plaintiff.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, in the city of New Orleans, on this 2d day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

WM. WOELPER, Clerk.

jy3 8 16 1m

THE STATE OF LOUISIANA—FIFTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS—I hereby certify that on the 2d day of June 1868 judgment was rendered in this Court in the following entitled suit, in the words and figures following, to wit: No. [illegible].—Estelle Ferrier vs. Pierre D. Fonts—On motion of A. and M. Voorhies, Attorneys for the Plaintiff in this cause, upon producing to the Court the proof in support of her demand, and the law and the evidence being in her favor on behalf of Plaintiff, it is adjudged and decreed that the judgment by default heretofore entered on the 23d June last be confirmed and that judgment be entered in favor of Plaintiff, Estelle Ferrier wife against Defendant, Pierre D. Fonts, decreeing a separation of property between the parties and the dissolution of the community of acquets and gains heretofore existing between them, that plaintiff have the full control and management of her private property and that defendant pay to plaintiff the sum of Five thousand Seven Hundred and Eighty seven and 58/100 Dollars, with legal interest from judicial demand until paid, and that plaintiff have a legal mortgage securing the payment of said sum, to take effect from the marriage on the property of said defendant, with privilege on all movable property of said Defendant and costs of suit as prayed for in Plaintiff's petition.

Judgment signed June 27th, 1868.
(Signed) CHAS. LEAUMONT, Judge.

In testimony whereof, I have hereunto set my hand and affixed the seal of the said Court, at the city of New Orleans, on this 17th day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and sixty-eight, and the ninety-second year of the Independence of the United States.

A. D. BERNOUDY, Clerk.

jy3 1t

Succession of William Mure.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 30,4[illegible].—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by the testamentary executor of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.
F. E. O'ROURKE, Clerk.

jy3 7 12

Succession of Charles De Buyst.

SIXTH DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. [illegible].—Notice is hereby given to the creditors of this estate, and to all persons herein interested to show cause within ten days from the present notification, if any they have or can, why the account presented by Wm. C. De Buyst, administrator of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.
F. E. O'ROURKE, Clerk.

jy3 7 12

Succession of Raymond Brusle.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. 31,9[illegible].—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons herein interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have) why the account presented by the testamentary executor of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.
F. E. O'ROURKE, Clerk.

je30 jy4 9

Succession of Mathias Gaiy.

SECOND DISTRICT COURT OF NEW ORLEANS.—No. [illegible].—Notice is hereby given to the creditors of this estate and to all other persons interested, to show cause within ten days from the present notification (if any they have) why the account presented by the Testamentary Executor of this estate should not be homologated and approved, and the funds distributed in accordance therewith.

By order of the Court.
F. E. O'ROURKE, Clerk.

je30 jy4 9

JACOB OTT Carpenter.

Special attention given to REPAIRING of STORES and DWELLINGS.

Cisterns Made and Repaired.

☞ Orders left at 58 Royal Street, or at L. DURAND'S corner Toulouse and Chartres streets, promptly attended to.

United States Internal Revenue Tax.

The following is a tabular statement of the number of income blanks served; number of persons who made returns of income; number of persons who returned no income; also, the number of watches, silverplate, and billiard tables kept for private use, and number of carriages kept for use or hire for the year 1867:

16,364 Income blanks served by Assistant Assessors.
4,762 persons returned income for the year ending the 31st day of December, 1867, amounting in the aggregate to $[illegible]

[illegible]

Total ... $[illegible]

United States Special Tax.

Schedule of assessments for special tax on business, trades, and professions for the year ending April 30, 1869, assessed and returned to Collector:

Apothecaries	112
Architects	15
Auctioneers	24
Banks	15
Billiard tables	172
Bowling alleys	12
Brewers	15
Brokers, Cattle	[illegible]
Brokers, Commercial	51
Brokers, Cust. house	5
Brokers, Pawn	[illegible]
Brokers, Produce	9
Brokers, Stock	[illegible]
Builders and Contractors	85
Butcher	[illegible]
Butchers in calves	41
Claim agents	10
Civil Engineers	2
Confectioners	16
Common Carriers	19
Conveyancers	44
Dealers, Retail	[illegible]
Dealers, Wholesale	[illegible]
Dealers, Retail Liquor	[illegible]
Dealers, Wholesale Liquor	[illegible]
Dentists	[illegible]
Distillers	44
Eating Houses	84
Exhibitions	2
Express Carriers	125
Express Agents	1
Graders of Cotton	5
Horse Dealers	7
Hotels	79
Insurance Agents, Foreign	14
Insurance Agents, Foreign	2
Intelligence Offices	9
Lawyers	237
Livery Stables	53
Lottery Ticket Dealers	29
Manufacturers	[illegible]
Patent Agents	1
Peddlers, second class	3
Peddlers, third class	15
Peddlers, fourth class	62
Photographers	16
Plumbers and Gasfitters	22
Physicians	16
Real Estate Agents	227
Rectifiers	17
Theatres	4
Tobacconists	[illegible]

Total amount of special taxes assessed, including penalties for non-compliance with section 71, $197,808. Total $359,301 44.

Notice.

THE CARS of the Orleans Railroad Company will commence running on the [illegible] of July, starting from the corner of Canal and Dauphine streets to Fair Grounds and Bayou St. John.

JULES [illegible], Secretary.

jy4 2t